

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/VEN/2

8 juin 2000

(00-2250)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12.6 DE L'ACCORD

Réponse de la RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA<sup>1</sup>  
à la question posée par le CANADA<sup>2</sup>

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 22 mai 2000.

### Question

Pour déterminer s'il existe un dommage grave ou une menace de dommage grave, la législation vénézuélienne autorise la prise en compte de l'incidence sur la sécurité alimentaire dans le cas des produits agricoles (chapitre II, article 4.2). Quelle est la justification, au regard de l'OMC, de la prise en compte "de l'incidence sur la sécurité alimentaire" pour déterminer s'il existe un dommage?

### Réponse

L'article 4:2 de la Loi sur les sauvegardes du Venezuela établit les éléments qui doivent être pris en compte par l'autorité chargée de l'enquête aux fins de la détermination du dommage ou de la menace de dommage. À cet effet, cet article établit qu'il faut évaluer des facteurs tels que les prix, le volume de production, les bénéfices, le retour sur investissement, l'utilisation de la capacité installée, les stocks, les ventes, la part de marché, les flux de liquidités, le niveau d'emploi et la productivité, entre autres. Il établit aussi que, s'agissant des produits agricoles, il faut prendre en considération l'incidence sur la sécurité alimentaire. Cette notion est jugée fondamentale lorsque l'enquête porte sur des produits agricoles essentiels dans l'alimentation de base de la population nationale et dont la production pourrait risquer de disparaître à cause de l'augmentation des importations de produits similaires, ce qui aurait des répercussions sur le niveau de vie de la population rurale et compromettrait les chances qu'a celle-ci de rester dans les campagnes.

Toutefois, ce n'est qu'après avoir analysé conjointement toutes les variables énoncées à l'article 4:2 et constaté une évolution défavorable de ces variables, que l'autorité pourrait prendre en considération l'incidence sur la sécurité alimentaire des importations faisant l'objet de l'enquête.

---

<sup>1</sup> G/SG/N/1/VEN/2.

<sup>2</sup> G/SG/Q1/VEN/1.

Il en résulte que cette considération serait compatible avec l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC et qu'elle ne sera prise en compte comme élément supplémentaire devant être évalué pour ce qui est des produits agricoles essentiels qu'une fois qu'il aura été vérifié que sont remplies les conditions relatives à l'augmentation des importations, au dommage ou à la menace de dommage et au lien de causalité établies par l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC.

---